

L'enseignement de l'histoire au lycée : rôle et importance

Autor(en): **Weck, Hervé de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Actes de la Société jurassienne d'émulation**

Band (Jahr): **97 (1994)**

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-555423>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'enseignement de l'histoire au Lycée. Rôle et importance

Par Hervé de Weck, Lycée cantonal de Porrentruy

«Je n'ai pas besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer.»

Guillaume I^{er} de Nassau, dit le Taciturne

Les réflexions qui suivent, forcément incomplètes et teintées de subjectivité, manquant d'esprit de synthèse et de hauteur de vues, sont celles d'un «homme de terrain» qui, avec ses collègues maîtres d'histoire au Lycée cantonal de Porrentruy, cherche à faire passer une vision moderne de l'histoire tenant compte des résultats de la recherche. Il s'agit donc d'expériences vécues justifiant des décisions prises dans un gymnase par des maîtres qui tiennent à exploiter au maximum ce qui leur reste comme liberté de manœuvre, non de visions futuristes éthérées et pédagogiquement branchées de quelque commission de réformateurs, de didacticiens ou de méthodologues. Ce sont les propos d'un enseignant qui, en vingt-cinq ans de carrière, a pu constater que les réformes peuvent aussi bien améliorer que détériorer la situation des élèves et des enseignants.

Depuis une trentaine d'années, l'enseignement de l'histoire à l'Ecole cantonale de Porrentruy ne se limite plus à faire apprendre des dates et des événements par cœur ou à célébrer d'une manière lyrique les grandeurs et les victoires de nos ancêtres. On ne le comprend pas toujours, si bien qu'en fin de semestre, aux séances dites de repêchage, des collègues s'étonnent qu'un élève puisse avoir une note insuffisante en histoire: comment ne pas s'en sortir, alors qu'il suffit d'apprendre par cœur? Pour d'autres, qui s'expriment moins clairement, il faudrait s'en tenir au 4 «politique» en histoire.

UNE RÉALITÉ INCONTOURNABLE: NOTRE «POPULATION GYMNASIALE»

Que de changements depuis les années 1960, époque à laquelle environ 40 bacheliers par année sortaient de l'Ecole cantonale pour une zone

de recrutement qui s'étendait, sans jeu de mots, de Boncourt à La Neuveville ! En 1993, pour une zone de recrutement comprenant l'Ajoie, les Franches-Montagnes et la Vallée de Delémont, 160 bacheliers sortent du Lycée cantonal et il y a 4 échecs, soit le 2,5 %, alors que dans l'ensemble des gymnases d'un grand canton romand, la même année, le taux d'échec varie entre 8 et 15%. Ce grossissement des effectifs s'explique par de multiples facteurs; retenons-en trois: la démocratisation des études, l'exigence, par exemple, d'une maturité à l'entrée de certaines écoles d'infirmières et le mythe selon lequel la «voie royale», c'est la maturité.

Il faut constater que le niveau de nos élèves a baissé, ce qui ne veut pas dire que l'on ne trouve plus trois ou quatre très bons élèves par classe qui, entre autres, s'intéressent à l'histoire et rendent des travaux qui font plaisir à lire. A la fin des années 1960, ils existaient déjà, mais les effectifs étaient plus bas et les autres, plus travailleurs, s'avéraient d'un meilleur niveau, vraisemblablement parce que les parents et les enseignants inspiraient davantage de crainte. Preuve en soit le fait qu'on ne peut plus envisager certains travaux: les résultats seraient par trop catastrophiques. Ne faut-il pas également appliquer la règle propre à notre établissement, que les autres gymnases suisses ignorent, et qui prévoit qu'une épreuve est annulée si les deux tiers des élèves de la classe obtiennent une note insuffisante? Une «pédagogie du succès» mal comprise qui renforce à terme le risque de *numerus clausus* et d'examens d'entrée à l'université. Nous nous attendons encore à une dégradation lorsque nous arriveront les volées de la nouvelle école secondaire.

En ce qui concerne l'enseignement de l'histoire, un autre changement important apparaît à partir des années 1970. Jusqu'alors, les élèves se montraient en général beaucoup plus politisés qu'aujourd'hui. Ils vivaient les retombées de 1968 et se voulaient contestataires. Dans les classes, on se trouvait face à des militants de la Ligue marxiste révolutionnaire, souvent de très bons élèves qui ne se contentaient pas de proclamer des slogans, mais qui creusaient les thèmes traités en histoire et connaissaient bien les problèmes politiques. Pendant les leçons, ils vous attendaient au coin du bois, posant souvent d'embarrassantes questions. Il fallait être bien préparé ! Je garde un excellent souvenir de cette période: c'était un apprentissage motivant pour un jeune maître: il se passait quelque chose en classe, ce qui compensait largement l'absence de formation pédagogique et de stage pratique ! Le problème devenait encore plus aigu quand on parlait d'actualité. Au Lycée cantonal de Porrentruy, nous avons toujours intégré à notre programme une information sur les grands problèmes en relation avec l'actualité immédiate.

Aujourd'hui, nos gymnasiens, à quelques exceptions près, apparaissent complètement dépolitisés; ils ne s'intéressent ni à la politique, ni bien entendu à la vie des partis au niveau cantonal et fédéral. Souvent conditionnés par les slogans ou les mythes à la mode, ils se sentent

Européens, mais sans pour autant réfléchir aux grands problèmes du vieux continent. Chose paradoxale, cette situation ne facilite pas l'enseignement de l'histoire, car on ne sent pas une grande différence d'intérêt que l'on parle de décolonisation ou de la vie quotidienne chez les Assyriens ! En revanche, nos élèves acceptent de recevoir des informations sur n'importe quel sujet, même le plus brûlant. On peut leur parler de l'équilibre de la terreur nucléaire, des risques de prolifération des armes de destruction massive, de la guerre du Golfe ou du fondamentalisme musulman, mais la participation de la classe ne change guère par rapport aux leçons du programme «normal». Il y a belle lurette que personne ne scande plus de slogans militants...

Même constatation en ce qui concerne l'histoire jurassienne. L'écrasante majorité de nos élèves a presque tout oublié ce qui a été fait à l'école secondaire, parce qu'ils se sentent probablement peu concernés, non pas parce qu'on leur a mal enseigné l'histoire. Le fait d'évoquer 1815, le Rassemblement jurassien ou la réunification n'éveille pas beaucoup d'échos et de passions. La plupart de nos élèves ignorent autant les noms de nos ministres que celui de feu le secrétaire général du RJ. Dans ce domaine, ils rejoignent leurs camarades des autres cantons suisses.

Jusqu'en 1993, les candidats de tous les types de maturité passaient un examen oral d'histoire dont le cadre thématique, temporel et spatial avait été mis au point par les maîtres et les experts, en principe des professeurs d'université. Chaque maître gardait une certaine marge de manœuvre pour fixer la matière sur laquelle portait l'examen. Si les programmes n'étaient pas forcément identiques, il y avait pourtant d'«étranges ressemblances».

Depuis que nos candidats à la maturité peuvent choisir entre un examen oral d'histoire et d'anglais, l'écrasante majorité opte pour l'anglais, sans doute parce qu'on juge que le travail de préparation et les «risques» sont moins importants. En juin 1993, sur les 154 élèves qui se présentaient aux examens, 45 avaient choisi l'histoire, soit le 29%. En relation avec ce changement, nous constatons dans les classes de deuxième et de troisième une baisse de l'attention et du travail, si bien que, dans les épreuves, il faut insister plus que par le passé sur les connaissances indispensables.

LES BASES LÉGALES

L'Ordonnance fédérale sur la reconnaissance des maturités qui nous régit (en abrégé l'*ORM*), fixe que le gymnase a pour but de donner aux élèves la maturité intellectuelle nécessaire aux études supérieures, qu'il

leur fait acquérir un jugement indépendant et une bonne culture générale. Il s'efforce aussi d'en «faire des membres de la société conscients de leur responsabilité d'homme et de citoyen», des individus qui «maîtrisent les méthodes du travail scientifique et celles du traitement de l'information». Enfin, le gymnase favorise un esprit d'attachement aux valeurs suisses, qui doit pourtant rester ouvert sur le monde. L'Ordonnance fédérale ne parle pas d'intégration dans la société nationale ou cantonale.

La nouvelle *ORM*, pas encore sortie au moment où nous rédigeons ces lignes, ne devrait pas révolutionner l'enseignement de l'histoire. Elle soulignera vraisemblablement que, face aux autres disciplines qui sont davantage axées sur le présent, l'histoire introduit la dimension temporelle et spatiale sans lesquelles le concept de culture générale resterait un vain mot. L'enseignement de l'histoire ne saurait rester événementiel ou politique. Les élèves doivent acquérir des connaissances de base sur le rôle du document en histoire; ils savent situer et analyser des extraits de sources ou d'études. Quant aux connaissances, on en demande beaucoup moins aux candidats qui passent leurs examens dans une école reconnue qu'à leurs camarades qui passent les examens de maturité fédérale!

Que prévoient les *Plans d'étude cadres pour les écoles de maturité*, adoptés par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique en 1992, et qui sont progressivement mis en place dans les gymnases suisses? Ils restent très généraux (voir tableau ci-contre), si bien qu'il appartient à chaque établissement et, dans une large mesure à chaque maître, de les meubler avec intelligence. Ces bases légales permettent de tirer quelques conclusions:

– Dans la formation pré-universitaire, l'histoire semble prendre une importance plus grande que la géographie.

– Dans l'enseignement de l'histoire au gymnase, l'encyclopédisme est bien mort, mais il faut admettre que nos élèves ne partiront pas de l'époque des hommes des cavernes pour en arriver péniblement à Louis XIV, quelques semaines avant la maturité. Ce choix implique de grosses lacunes dans leurs connaissances touchant aux époques antérieures au XIX^e siècle, les cours de littérature française et de littératures étrangères pouvant combler partiellement ce «vide».

– Il ne s'agit pas de former des érudits, mais des jeunes gens qui, s'appuyant sur le passé, parviennent à mieux comprendre le présent et à entrevoir l'avenir.

– Les maîtres restent très libres de choisir les matières qu'ils approfondiront avec leurs élèves. Les autorités fédérales, et c'est heureux, continuent à croire au libéralisme et aux contrôles par objectifs. Nos collègues français, s'ils entendaient cela, se mettraient à rêver...

– Une application honnête des bases légales implique un partage judicieux entre histoire générale et histoire suisse, mais rien n'impose

PLANS D'ÉTUDE CADRES POUR LES ÉCOLES DE MATURITÉ

HISTOIRE

Connaissances

Connaître les époques les plus importantes de l'histoire générale et de l'histoire suisse dans les domaines suivants pour établir des liens logiques entre elles

- les structures politiques et leur évolution;
- les faits sociaux et économiques;
- les faits culturels (arts, religions, sciences);
- les mentalités et les modes de vie.

Savoir-faire

- s'informer de manière circonstanciée et se forger une opinion;
- distinguer entre faits et opinions;
- apprécier et hiérarchiser des opinions divergentes;
- soumettre à une analyse critique les sources historiques contemporaines et les saisir dans leur contexte;
- identifier les mythes de l'histoire en tant que tels;
- disposer d'un langage adéquat pour décrire les phénomènes historiques et contemporains;
- comprendre les dimensions historiques de l'actualité;
- saisir les changements structurels à terme;
- maîtriser une approche historique et globale d'un phénomène.

Attitudes

- reconnaître les multiples possibilités dont dispose l'homme pour maîtriser son existence;
- accepter des avis et des théories contradictoires;
- être ouvert à des cultures, mentalités, systèmes de valeurs et modes de vie «étrangers»;
- percevoir les mutations culturelles dont témoigne l'histoire;
- être attaché aux traditions de sa propre culture, en pleine connaissance de sa relativité historique;
- voir les chances et les risques de l'action politique;
- être conscient de la relativité des déclarations historiques et des mythes, ainsi que des dangers d'une interprétation abusive des arguments politiques;
- s'investir en faveur des générations futures, conscient d'être le maillon d'un long chaîne.

l'enseignement de l'histoire cantonale ou régionale. En revanche, il convient de traiter le fonctionnement des institutions fédérales et cantonales.

LE PROGRAMME D'HISTOIRE AU LYCÉE CANTONAL DE PORRENTRUY

Dans le courant des années 1970, les maîtres concernés, d'entente avec les experts aux examens de maturité, modifient profondément le programme d'histoire, aussi bien du gymnase que de l'École supérieure de commerce de Porrentruy. Jusqu'alors, la mémorisation jouait le rôle principal; il s'agira dès lors de privilégier la compréhension, la réflexion et le sens de la chronologie, sans reléguer la mémorisation aux oubliettes. Pas évident de garder le pendule en équilibre... On tient à vulgariser de nouvelles approches du passé comme l'histoire économique, l'histoire des mentalités, le problème des rapports entre les sociétés, leurs institutions de défense et la violence collective. Les élèves recevront de plus une initiation à la politologie. (voir le programme des cours ci-contre).

Pour l'essentiel, la première année est consacrée à une initiation aux méthodes historiques qui n'a rien de commun avec ce que l'on fait à l'université. Nos élèves acquièrent les connaissances de base qui leur permettront de mieux comprendre le passé et le présent. Ne leur faut-il pas savoir ce qu'est l'inflation et la déflation s'ils veulent analyser l'hyperinflation de 1923, la crise de 1929 et leurs conséquences ou n'importe quelle autre situation économique? La section économique mise à part, personne, sauf le maître d'histoire, ne leur parlera de tels problèmes... Comment approcheraient-ils une situation politique s'ils ignorent les notions de totalitarisme, d'autoritarisme et de démocratie, s'ils ne savent pas distinguer la gauche, le centre et la droite, le fédéralisme et la centralisation? Comment cerneront-ils la violence collective, un des grands problèmes du XIX^e et du XX^e siècles, sans disposer d'un outil encore bien imparfait, mais utile, la polémologie?

Au cours des deux années suivantes, on approfondit des périodes et des problèmes «exemplaires» choisis dans le XIX^e et le XX^e siècles, en accordant une importance égale à l'histoire générale et à l'histoire suisse, en consacrant à chacune, ordre de grandeur, 50% du temps disponible. Un exemple concret: on commence par traiter la Première Guerre mondiale, puis on passe à la situation en Suisse entre 1914 et 1918. Tout ce travail d'approche s'appuie sur l'analyse d'extraits de documents.

Lycée cantonal Porrentruy
PROGRAMME DES COURS

HISTOIRE (maturités type A, B, C, D, E)

Objectifs

L'enseignement de l'histoire favorise la compréhension du monde actuel, l'habitude de la réflexion, le développement de l'esprit critique, le sens de l'explication, la formation du jugement. Il crée les conditions d'une recherche personnelle par l'acquisition d'une méthode. Cette dernière se base sur

- l'initiation aux méthodes historiques;
- l'étude des idées et des courants politiques des XIX^e et XX^e siècles;
- l'étude approfondie d'événements majeurs des XIX^e et XX^e siècles.

Programme traité pendant les trois ans

- analyse de documents historiques;
- sensibilisation aux mécanismes essentiels de l'économie;
- typologie politique, structures démocratiques, autoritarisme, totalitarisme;
- étude du phénomène-guerre (polémologie);
- la révolution industrielle;
- la Suisse au XIX^e siècle;
- les causes de la Première Guerre mondiale;
- la Première Guerre mondiale et ses conséquences;
- la montée des totalitarismes en Europe;
- la Seconde Guerre mondiale;
- la Suisse au XX^e siècle;
- problèmes de l'après-guerre (entre autres, la décolonisation).

LE RÔLE DE L'HISTOIRE CANTONALE

A notre niveau d'enseignement, l'histoire cantonale, régionale ou locale n'est pas enseignée, tout simplement parce que le temps manque. Deux heures par semaine, compte tenu des heures qui tombent à cause de la multiplication des activités extra-scolaires qui prennent place dans l'horaire, ce n'est pas grand-chose! Cela ne signifie pas qu'on ignore totalement ces différents domaines, car on y puise des illustrations, des exemples concrets significatifs qui éclairent un problème d'histoire

générale ou suisse. Si l'on parle des principautés monarchiques de l'ancien régime, celle de Bâle est intéressante. Durant la montée des passions politico-religieuses en Suisse au XIX^e siècle, les districts catholiques et francophones du canton de Berne apparaissent comme un exemple très significatif, et cela vaut en particulier pour le Kulturkampf. Les polémiques, dans le Jura historique pendant la Première Guerre mondiale, révèlent bien la nature du fossé qui sépare Romands et Alémaniques.

Que l'on fasse au gymnase de l'histoire générale, de l'histoire suisse ou que l'on puise des exemples dans l'histoire régionale, il faut rester scientifique et objectif, faire véritablement de l'histoire, et ne pas évoquer des combats politiques en les justifiant par des données historiques tronquées ou faussées. Paul Valéry, à propos de telles utilisations de l'histoire a formulé deux remarques qui doivent faire réfléchir:

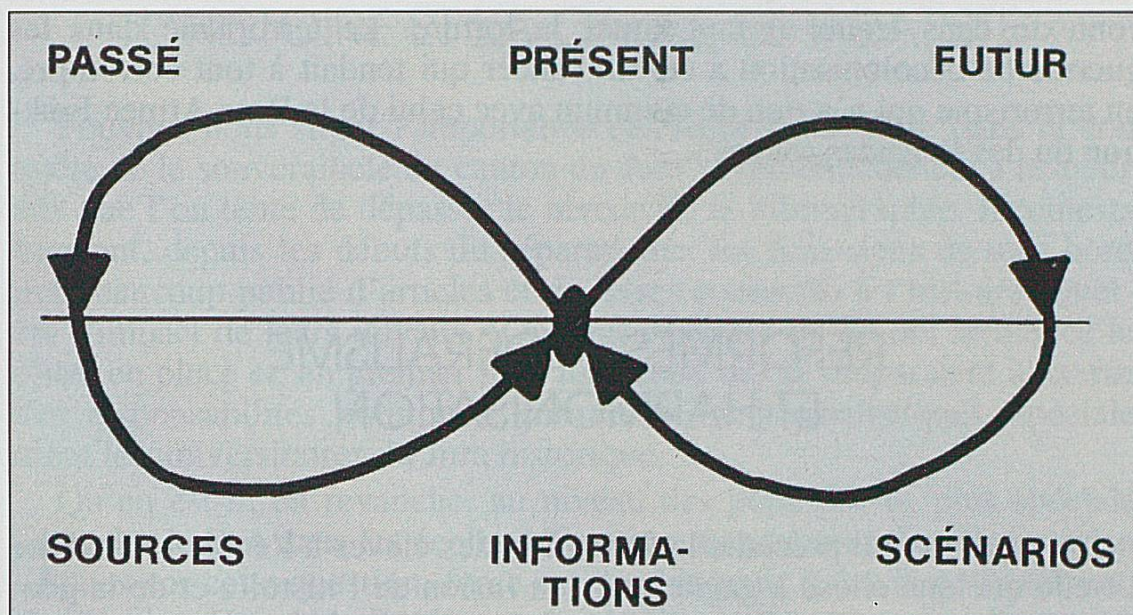
– «L'histoire justifie ce que l'on veut. Elle est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré»,

– «Le passé, *plus ou moins fantastique ou plus ou moins organisé après coup*,¹ agit sur le futur avec une puissance comparable à celle du présent même».

Laissons les tribuns maquiller le passé; il nous appartient d'expliquer un passé qui peut éclairer le présent. Cherchons à regarder objectivement les longs combats de certains pour l'indépendance, d'autres pour le maintien du statu quo et nous en arriverons peut-être à la conclusion que l'histoire de l'ancien Evêché de Bâle, depuis 1815, révèle des querelles, des tensions, voire quelque chose qui s'apparente à certains moments à une sorte de guerre civile entre Jurassiens. Cela ne se vérifierait-il pas lors des luttes stériles entre «Rouges» et «Noirs» depuis les années 1830, et tout particulièrement pendant le Kulturkampf? Claude Rebetez² l'a bien montré dans son mémoire de licence consacré au Kulturkampf dans les Franches-Montagnes. Son exemple devrait inspirer nos jeunes universitaires, car il y a bien des chapitres de l'histoire jurassienne qui sont à réexaminer... Gonzague de Reynold ne disait-il pas que l'histoire est une perpétuelle révision du procès?

LE PASSÉ POUR COMPRENDRE LE PRÉSENT

Quelques exemples pour mettre en évidence le souci de faire comprendre le présent à travers l'histoire (voir schéma). Lorsqu'on présente le texte de la Triplice, l'alliance entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie à partir de 1882, il faut aborder les notions de guerre préventive et la répartition des compétences entre civils et militaires. Belle occasion de parler du militarisme et du fait que, dans une démocratie, ce sont



Ce à quoi devrait tendre l'enseignement de l'histoire au gymnase. L'élève comprend mieux le présent grâce à ses connaissances du passé et peut envisager l'avenir à travers des scénarios.

les politiques qui prennent les décisions de base concernant la politique de sécurité, les militaires jouant à ce moment le rôle de «conseillers techniques». Les politiques définissent les buts politiques d'un conflit, et les militaires déploient les forces armées, puis les engagent.

Dans les causes de la Première Guerre mondiale, on ne saurait oublier le plan Schlieffen. Pourquoi ne pas en profiter pour montrer qu'un tel plan est une sorte de «scénario-catastrophe», très long à mettre au point, que des spécialistes préparent en vue de gagner du temps au moment où une crise se produit? Une telle étude, qui prend en compte des paramètres comme la géographie, la politique, l'économie, la psychologie, la logistique et la stratégie, ne saurait s'improviser en 1914 comme en 1994. Chaque Etat, même le plus démocratique, en possède toute une panoplie dans ses tiroirs, sans que cela indique une quelconque politique d'agression. Gouverner, c'est prévoir le pire et admettre que les traités se transforment facilement en chiffons de papier...

Une mobilisation, comme celle de la Russie à la fin juillet 1914, n'est pas forcément une décision de «faucons» prêts à faire couler le sang, mais, le plus souvent, une mesure de sécurité, de dissuasion, les autorités politiques émettant un signal clair à l'intention d'un Etat voisin: «Nous ne nous laissons pas impressionner!» La crise de 1929 et le désordre économique-social en Europe, durant l'entre-deux-guerres, augmentent les risques de totalitarisme, partant d'affrontements intérieurs ou extérieurs.

Comment la délicate période de la décolonisation va-t-elle passer auprès de nos élèves si on ne réfléchit pas sérieusement avec eux aux phénomènes du terrorisme, du contre-terrorisme et de la guérilla. Voilà le

contexte dans lequel il faut situer la torture. Le terrorisme dans les guerres de décolonisation a été un cancer qui tendait à tout corrompre, un terrorisme qui n'a rien de commun avec celui de la Rote Armee Fraktion ou des Brigades rouges...

RÉFORMES, FÉDÉRALISME ET HARMONISATION

Au vu de ce qui précède, la formation des élèves à l'école secondaire a-t-elle quelque chose à gagner avec la fusion de l'histoire et de la géographie dans une discipline appelée «sciences humaines», une mesure qui apparaît plutôt comme un moyen de camoufler une importante diminution d'heures. Les programmes d'histoire à l'école secondaire semblent démesurés. Comment faire pendant la seule neuvième ce que l'on peine à réussir en trois ans de gymnase? L'approche thématique du passé, pour des jeunes de la scolarité obligatoire, risque de semer le désordre et l'anachronisme dans leurs esprits. Même aujourd'hui, rien ne vaut une approche chronologique de l'histoire et le souci de donner un sens de la chronologie à nos enfants.

Bien qu'une majorité de collègues du Lycée cantonal aient demandé cette possibilité, on comprend mal que, dans la procédure de consultation sur la nouvelle *ORM*, le gouvernement jurassien, pourtant très conscient de l'importance de l'histoire, ait été semble-t-il, presque le seul à se prononcer pour le libre choix entre la géographie et l'histoire pendant les études au lycée. Deux décisions, celle du Département de l'éducation à Delémont et celle du Département de l'instruction publique à Lausanne nous laissent songeurs. Tandis que le canton du Jura rend facultatif l'examen oral d'histoire à la maturité, le canton de Vaud le rend obligatoire pour toutes les sections gymnasiales, ce qui n'était pas le cas jusqu'à maintenant. Mystères du fédéralisme!

Quoi qu'il en soit, l'objectif premier de tout enseignement sérieux de l'histoire au gymnase se trouve magnifiquement formulé dans la dernière page de *La Peste* d'Albert Camus. Il faudrait – c'est un idéal – que les élèves qui sortent de notre école sachent comme le docteur Rieux, qui entend «les cris d'allégresse qui montent de la ville d'Oran, que le bacille de la peste ne meurt ni ne disparaît jamais (...) et que, peut-être, le jour viendrait où, pour le malheur et l'enseignement des hommes, la peste réveillerait ses rats et les enverrait mourir dans une cité heureuse.» L'histoire peut nous prémunir contre la peste...

L'HISTOIRE ET LA CAUSE SÉPARATISTE

Pouvons-nous situer l'importance des leçons d'histoire dans la conquête de la souveraineté du canton du Jura? Problème délicat à résoudre dès que l'on tente de dépasser le niveau de la bibliographie. Incontestablement, depuis les débuts du séparatisme, les Jurassiens de tous bords ont beaucoup publié d'articles et de livres consacrés à l'histoire. Quel a été l'impact de leurs travaux? On peut admettre qu'ils ont influencé les élites en place et, en premier lieu, tous ceux qui se préparaient à exercer des responsabilités politiques, culturelles ou journalistiques, spécialement les universitaires du Jura historique.

Qu'en est-il, en revanche, au niveau des populations, plus spécialement des jeunes dans les écoles? Tant que manqueront des études scientifiques sur cette question, force est de s'en tenir à des hypothèses vraisemblables. Depuis la fin des années 1940, quelles que soient leurs sympathies, les instituteurs et les maîtres secondaires ne semblent pas avoir cherché à sensibiliser leurs élèves à la Question jurassienne, entre autres pendant les leçons d'histoire. L'auraient-ils cherché, quels résultats pouvait-ils en attendre quand on connaît la faculté d'oubli de leur public-cible? Par ailleurs, les parents, surtout les autorités scolaires auraient-ils laissé faire? Les souvenirs ou les témoignages de ceux qui fréquentaient l'Ecole cantonale ou l'Ecole normale, dans les années 1960 et 1970, vont dans la même direction. Si on leur parlait longuement de la donation de Moutier-Grandval, de la Réforme, des horreurs de la guerre de Trente Ans dans la Principauté de Bâle, des luttes acharnées autour du libéralisme, de personnalités comme Thurmann ou Stockmar, d'anecdotes pittoresques, jamais on n'abordait l'histoire jurassienne du XX^e siècle. Et personne ne se rappelle des allusions de nature politique...

En 1963, les futurs bacheliers de l'Ecole cantonale de Porrentruy terminaient le siècle de Louis XIV, trois semaines avant les examens de maturité. En cinq ou six leçons, ils survolaient vaguement le programme de l'oral d'histoire: l'unité italienne, l'unité allemande, la Première et la Seconde Guerre mondiale!

Ne faudrait-il pas en déduire que les opinions des jeunes générations face à la Question jurassienne se forgeaient bien davantage à la maison, à l'image de celles des parents? Il ne faudrait pourtant pas sous-estimer le rôle des tribuns qui enthousiasmaient et chauffaient les foules à l'occasion de grands rassemblements «rituels» et l'aura de mouvements de jeunesse semi-clandestins, qui, dans leurs actions, se permettaient de dépasser les limites de la légalité. A l'époque, ils fascinaient sans doute beaucoup plus les jeunes que toutes les leçons d'histoire, même si elles avaient été donnée par des maîtres atteignant au génie...

NOTES

¹ Souligné par nous.

² *Saignelégier à l'heure du Kulturkampf (1864-1879)*. Mémoire de licence. Université de Neuchâtel, 1980, 81 p. Dactyl.